

USA-Élections

Donald Trump rate son retour, Hillary Clinton de plus en plus favorite

AFP

(WASHINGTON/Usa)

Donald Trump a manqué une occasion de prendre l'avantage lors du dernier débat de la campagne présidentielle américaine contre Hillary Clinton, semant le trouble par sa menace de refuser le verdict des urnes le 8 novembre. Le couple Obama pourrait capitaliser sur ce faux pas jeudi, le président démocrate américain devant sonner le rappel lors d'un meeting à Miami. Il avait enjoint Donald Trump mardi à cesser de "pleurnicher". Michelle Obama, populaire porte-voix d'Hillary Clinton, sera dépêchée dans l'Etat conservateur de l'Arizona, soudaine cible de démocrates devenus très optimistes.

Le candidat républicain avait pourtant bien démarré ce troisième débat, mercredi

soir à Las Vegas, en rattrapant ses travers des deux premiers duels. Plus méthodique, visiblement mieux préparé, il a multiplié les appels du pied à la base conservatrice, sur l'avortement, l'immigration ou les armes à feu.

Mais ces échanges ont été balayés par le refus stupéfiant du milliardaire populiste de s'engager à respecter les résultats de l'élection au soir du 8 novembre, désavouant au passage son collègue, Mike Pence.

Une attitude provocante l'écarte avec Hillary Clinton, dont la cote dans les sondages est au plus haut depuis son investiture en juillet. Elle recueille plus de 45% des intentions de voix contre 39% pour Donald Trump et 6,5% pour le libertarien Gary Johnson.

"Je verrai à ce moment là", a déclaré Donald Trump, lorsqu'il a été interrogé en fin de débat pour savoir si, le cas échéant, il reconnaîtrait

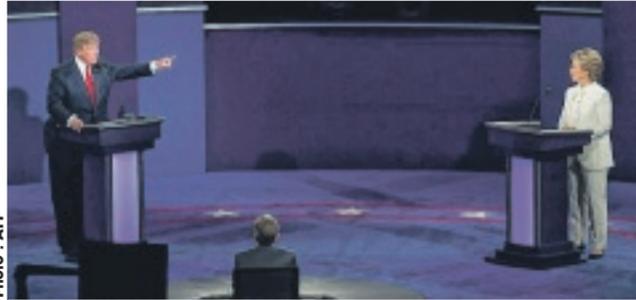


Photo : AFP

Les deux candidats Trump (gauche) et Hillary Clinton lors du dernier débat.

sa défaite. Il a affirmé vouloir garder "le suspense" au risque d'ébranler la confiance dans le processus démocratique américain. La menace rappelle celle d'août 2015, quand il avait refusé de s'engager à soutenir le futur vainqueur des primaires républicaines.

Il justifie ce refus par l'existence, selon lui, de fraudes électorales massives, contestées par son premier cercle. "C'est terrifiant", a répliqué Hillary Clinton, bondissant sur l'occasion et le traitant de mauvais perdant. "Dès

que Donald pense que les choses ne vont pas dans son sens, il affirme que tout est truqué contre lui".

•**ANGOISSES RÉPUBLICAINES** Le patron du parti, Reince Priebus, a contredit son porte-flambeau sur MSNBC, car une autre anglophone targaude l'état-major républicain: la majorité du Congrès, remise en jeu lors des législatives qui auront lieu le même jour que la présidentielle.

"Hillary Clinton gagnera très probablement l'élection, mais la question devient:

quel sera l'effet sur les candidats républicains au Sénat et à la Chambre des représentants", souligne Robert Erikson, professeur de sciences politiques à l'Université Columbia à New York.

"Les républicains ont peur de ce que fera Donald Trump dans les trois prochaines semaines", dit cet expert à l'AFP.

Avant de quitter Las Vegas, Hillary et Bill Clinton ont savouré l'ovation de plus de 5.000 partisans réunis en plein air. "Notre pays vaut mieux que Donald Trump", a lancé l'ancienne Première dame, bras dessus, bras dessous avec l'ancien président démocrate, assuré d'avoir un rôle économique en cas de retour des Clinton à la Maison Blanche, 24 ans après.

A bord de l'avion qui l'a ramenée à New York lors d'un vol nocturne, la candidate "soulagée" a déploré que son adversaire "cherche à rejeter la responsabilité de sa cam-

pagne sur les autres". Donald Trump, lui, est reparti illico pour l'Ohio, où il reprendra les meetings jeudi.

Après cette finale au vitriol, les deux candidats se retrouveront jeudi au même dîner de gala caritatif Alfred Smith à New York, une tradition où les candidats à la Maison Blanche sont censés débiter des plaisanteries l'un sur l'autre dans une ambiance bon enfant.

Le débat de mercredi était la dernière occasion pour Donald Trump de s'exprimer devant autant d'Américains à la fois, probablement des dizaines de millions.

"Lors des élections précédentes, les dernières semaines ont rarement vu de grands changements", dit à l'AFP Andrew Gelman, spécialiste des prédictions électorales à Columbia. "Je ne suis pas sûr qu'il dispose d'autres occasions pour convaincre les électeurs".

IRAK-Conflic

Les peshmergas en route vers Mossoul pour en finir avec " l'occupation de l'EI "

AFP

(CHEIKH ALI/Irak)

"A 4 km d'ici, au bout de la route, il y a ma maison, et même ma voiture", affirme Omran, en pointant au loin la ville irakienne de Bachiq, d'où s'échappent des colonnes de fumée noire.

Avec des centaines d'autres peshmergas, en treillis et kalashnikov à l'épaule, il espère aujourd'hui reprendre sa ville aux jihadistes du groupe Etat islamique (EI).

Depuis la nuit où il a dû fuir précipitamment sa maison, en emmenant ses quatre enfants "et rien d'autre", ce Kurde a trouvé refuge plus à l'est, vers Erbil, la capitale de la province autonome du Kurdistan. Là-bas, il s'est engagé au sein des peshmergas, les combattants kurdes.

Et aujourd'hui, promet Omran Lass, 33 ans, "les Kurdes vont reprendre chaque centimètre de leur terre".

"On peut mourir pour cette région, on a résisté à toutes les occupations, celle (du président défunt) Saddam Hus-

sein, celles d'autres, et maintenant celle de l'EI", énumère-t-il.

Il se dit décidé à en découdre alors que des centaines de peshmergas ont entamé jeudi matin une offensive vers Bachiq, à 25 kilomètres du centre de Mossoul, la grande ville du "califat" désormais dans le viseur des forces irakiennes, appuyées par des avions de la coalition internationale et conseillées par des militaires étrangers.

•**TREILLIS DÉPAREILLÉS** Mais le problème, glisse Omran dans un éclat de rire, c'est qu'"on ne trouve personne pour se battre contre nous". "Les hommes de l'EI ne viennent jamais au corps à corps, ils tirent des mortiers de loin en loin et c'est tout", assure l'homme, le visage buriné par le soleil et mangé par une courte barbe noire et drue.

Effectivement, sur la longue route qui serpente au milieu des étendues rocailleuses à peine couvertes par une maigre végétation jaunée par le soleil, quelques rares explosions résonnent de temps à autre. Ici, c'est un mortier tiré



Photo : AFP

Les troupes irakiennes prennent l'avantage sur les jihadistes de l'EI.

en direction de Cheikh Ali, où sont postés les peshmergas. Peu après, les combattants kurdes répliquent. Sur une colline qui surplombe la route, après avoir astiqué un lance-roquette installé sur un petit blindé, l'un d'eux introduit quatre projectiles.

Ils sont ensuite tirés, après de savants calculs d'angles gribouillés sur un carnet, dans un nuage de poussière qui recouvre les dizaines de combattants postés aux alentours, portables en main pour filmer ces tirs.

En contrebas, la cohorte de pick-up et de voitures transportant des peshmergas s'allonge. La foule des combattants est bigarrée. Ici,

la bedaine de l'un tend un costume traditionnel --pantalon bouffant tenu à la ceinture par un foulard--; là, un jeune parade dans un uniforme militaire et des chaussures de randonnée.

Certains portent le turban, d'autres un béret militaire. Les treillis sont dépareillés, les camouflages différents. Tous ont en main un téléphone portable, qu'ils dégagent régulièrement pour se photographier.

Portée négligemment à l'épaule ou vissée dans la main, la kalashnikov est l'unique instrument qu'ils ont tous en commun. Certains, toutefois, arborent fièrement un fusil automatique M-16

noir, plus moderne.

•**'AVANCÉE RAPIDE'** Chafiq Bradosti, lui, a même des jumelles autour du cou et des lunettes de soleil opaques. A 32 ans, ce Kurde s'est porté volontaire pour participer à l'offensive lancée lundi pour reprendre Mossoul. Il a quitté son étude de notaire temporairement pour débarrasser "chaque empan de terre kurde des terroristes".

"C'est un jour important pour moi, je suis fier d'être parmi les peshmergas pour libérer cette terre de l'EI", lance-t-il à l'AFP.

Une libération qui sera "extrêmement rapide", s'enthousiasme déjà Salim al-Shabake, député irakien, qui pour l'occasion a revêtu l'uniforme militaire. Derrière sa moustache, l'homme arbore un grand sourire quand il évoque "le moral très haut des peshmergas" et leur "avancée rapide et très réjouissante".

Difficile pourtant de constater cette avancée sur le terrain, où la progression est millimétrée tant le danger des mines et des bombes disséminées par l'EI est présent dans les esprits. La route vers Mossoul,

ont déjà prévenu responsables irakiens et étrangers, sera longue et difficile.

Aujourd'hui encore, les peshmergas font preuve de patience. Les bombardements aériens de la coalition qui résonnent au loin ne sont que la première étape. Leur rôle viendra ensuite, quand il faudra entrer dans Bachiq et les villages alentours. Pour le moment, ils s'en rapprochent depuis trois fronts différents.

Alors, explique Hussein Zaiar Ali, membre du conseil régional de la province de Ninive, où se trouvent Bachiq et Mossoul, il faudra s'occuper des civils piégés depuis des mois. "Nous avons pris des mesures pour accueillir les déplacés, 13 camps sont prêts", dit-il. Et à Bachiq même, le Conseil a pris des dispositions pour "assurer des services aux habitants à la libération", explique-t-il à l'AFP.

Omran et les autres, en revanche, assurent qu'ils ne s'arrêteront pas là. "On défendra le Kurdistan, et tout l'Irak", jure Omran.

FRANCE-RUSSIE-SYRIE-UE-Conflic

Sanctions contre la Russie: " Toutes les options sont ouvertes "

AFP

(BRUXELLES/Belgique)

Le président français François Hollande a affirmé jeudi à son arrivée au sommet européen de Bruxelles que "toutes les options (étaient) ouvertes" quant à d'éventuelles sanctions contre la Russie pour

son rôle dans le siège et le bombardement d'Alep (nord de la Syrie).

"Toutes les options sont ouvertes dès lors qu'il n'y aurait pas de trêve qui serait respectée (à Alep) et dès lors qu'il y aurait cette volonté d'écraser une ville, Alep, une ville martyre", a déclaré le chef de l'Etat français devant la presse.

"Aujourd'hui, la priorité, c'est de prolonger la trêve", a-t-il souligné, alors que la Russie a accepté de prolonger jusqu'à samedi soir une trêve commencée jeudi à Alep, comme l'avait promis auparavant l'armée syrienne.

"Hier soir, toute la nuit, avec la chancelière (allemande) Angela Merkel, nous avons fait pression sur (le président

russe) Vladimir Poutine pour qu'il fasse son devoir, c'est-à-dire faire la trêve, cesser les bombardements, plutôt que de continuer à agir en soutien au régime syrien", a-t-il poursuivi, en écho à la rencontre des trois dirigeants à Berlin. M. Hollande a indiqué arriver à Bruxelles avec l'intention de "convaincre les Européens que nous devons mettre toute

la pression nécessaire pour que la trêve puisse être prolongée, que l'aide humanitaire puisse être acheminée auprès de cette population martyre et qu'ensuite, une discussion politique puisse avoir lieu sur l'avenir de la Syrie".

Les dirigeants des 28 pays de l'UE, qui évoqueront jeudi soir le rôle de la Russie dans le siège d'Alep en Syrie, envisa-

gent eux-aussi "toutes les options, y compris des sanctions supplémentaires" ciblant "les soutiens du régime" sans exclure la Russie, selon un projet d'accord consulté par l'AFP.

"Tout ce qui peut être de l'ordre de la menace peut être utile", avait déjà prévenu M. Hollande dans la nuit de mercredi à jeudi à Berlin.